

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

YVES-GUYOT

Prévisions relatives aux paiements en nature des réparations et des dettes interalliées

Journal de la société statistique de Paris, tome 67 (1926), p. 102-108

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1926__67__102_0

© Société de statistique de Paris, 1926, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

PRÉVISIONS RELATIVES AUX PAIEMENTS EN NATURE DES RÉPARATIONS ET DES DETTES INTERALLIÉES

I — CONTRADICTION

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Je désire de nouveau appeler votre attention sur la contradiction existant entre les faits qui caractérisent l'évolution économique et les conceptions qui y sont opposées.

Certes, personne ne demande la suppression des chemins de fer, de la navigation à vapeur, des avions, des moyens de transport qui, depuis un siècle, ont permis de si grands progrès dans les transports des choses et des personnes au point de vue de la rapidité et du volume.

Des milliards ont été engagés dans leur outillage de manière à en rendre l'action de plus en plus efficace.

Pourquoi? Pour mettre plus facilement — donc à moins de frais — les produits de toutes sortes à la portée des besoins. Ces résultats sont dus aux admirables progrès techniques réalisés depuis que Stephenson a fait rouler un train transportant voyageurs et marchandises entre Stockton et Darlington, le 27 septembre 1825.

Ces résultats ont les caractéristiques indiscutables du progrès économique : *diminution de l'effort, donc diminution des prix ; abondance des choses ; facilité des services.*

Il n'y a, en dehors du don gratuit et de la production, que deux manières d'acquérir : la violence ou l'échange.

La dernière guerre a montré l'horreur et les déceptions de l'acquisition par la force.

Tous les faits, depuis le commencement de l'histoire humaine, ont prouvé l'action civilisatrice de l'échange. « L'échange n'a lieu, a fait observer Turgot, que lorsqu'il y a avantage réciproque pour les contractants. » Chaque fois qu'il y a eu développement d'échanges, communications plus soutenues entre personnes situées dans diverses régions, échanges plus actifs de produits et de services, l'évolution humaine a reçu un développement. Chaque individu a pu se procurer un plus grand nombre d'utilités avec moins de peine et s'émanciper de plus en plus de l'angoisse besogneuse.

Cependant nous voyons presque tous les gouvernements intervenir à chaque frontière, non pas pour faciliter les échanges et pour augmenter le rendement des moyens techniques mis à leur disposition, mais, au contraire, pour en diminuer et même en supprimer l'efficacité. S'ils ont consenti à établir des chemins de fer avec les pays voisins, ils y mettent des barrières à l'entrée de manière à en faire perdre une partie de l'effet utile par le relèvement des prix et des

frais de toutes sortes. S'ils ont ouvert des ports, ils ont soin de dresser des barricades de tarifs et de mesures diverses pour empêcher les travaux et les navires qui les utilisent de donner leur plein effet utile.

Toute l'histoire de la politique commerciale des gouvernements est celle des droits de douane, de prohibitions, de monopoles, de pacte colonial, de ruses ayant pour but de fermer la porte aux produits des étrangers et de forcer les étrangers de recevoir certaines exportations. L'esprit des guerres commerciales domine toujours les négociations de traités et de conventions de commerce. Chaque négociateur est animé par le sentiment de faire aux autres ce qu'il ne voudrait pas qu'il lui fût fait : et dans quel but ? Dans le but d'empêcher ses compatriotes de payer au prix de la concurrence normale les objets qu'ils désirent ; dans le but de frapper d'une amende l'achat de tout objet au dehors ; dans le but de les empêcher de profiter des progrès réalisés dans le reste du monde et de les soumettre à l'élévation des prix qui résulte pour eux du monopole donné par ces moyens aux produits nationaux.

Toute cette politique, qui s'appelle protectionniste, a pour but et pour résultat d'*augmenter l'effort que le commerce a pour but de diminuer.*

Telle est la contradiction : d'un côté, progrès technique et progrès économique au bénéfice de tous ; de l'autre côté, annulation complète ou partielle de ces progrès par des mesures légales et administratives ; substitution de combinaisons politiques intérieures et extérieures à la concurrence économique.

Tous les faits prouvent que l'intervention des gouvernements dans les contrats d'échange a pour résultat de rendre les efforts plus pénibles. *Ils sont en opposition avec les coefficients essentiels de l'évolution. Ce sont des actes de régression.*

II — LE CROQUEMITAINE DE LA SURPRODUCTION

Tout individu veut obtenir le maximum d'utilités avec le minimum d'efforts.

L'intervention politique internationale réduit les utilités demandées et augmente les efforts nécessaires pour les obtenir.

Sauf quelques rares exceptions, les populations, en majorité, acceptent cette politique de privations qui frappe chaque individu, et qui, dans chaque nation, ne profite qu'à une infime minorité : 5 % pour la France, 2 % pour les États-Unis.

Cependant, dans chaque pays, la majorité de la population ne se compose pas d'ascètes dénonçant comme corruptrice la facilité de la vie. Tous les calculs de l'existence commune sont établis en vue de l'augmentation du bien-être de chacun ; et la caractéristique de ce bien-être, c'est l'*économie de l'effort résultant de l'abondance des choses et de la facilité des services.*

Et pourquoi ? Parce que la plupart des gens qui répètent : Si j'étais riche ! et qui regrettent de ne l'être pas assez pour satisfaire des désirs qui n'ont d'autres limites que celles de l'imagination, ont la terreur d'un croque-mitaine qui a reçu le nom de « surproduction ».

Il était invoqué, il y a plus d'un siècle, par les hommes d'État qui se croyaient

perspicaces, par les agriculteurs et les industriels craignant la baisse des prix comme résultat de l'abondance. La surproduction a été un thème classique, et comme tant d'autres, cette création subjective persiste, elle a le pouvoir de dominer l'intellect et de diriger les actes du plus grand nombre. Alors que ce plus grand nombre, dans sa tâche quotidienne, poursuit l'augmentation de la production et de la consommation, cette terreur de la surproduction est telle qu'un éminent économiste américain M. Benjamin Anderson, a pu donner comme titre d'actualité à une étude publiée par le *Chase national Bank of the City of New York* (1) : *A world afraid of production* (Un monde effrayé de la production), comme si chaque être humain avait trop de pain, trop de chemises et de bas, trop de souliers, trop de vêtements, trop de combustible, trop d'aliments, etc... à sa disposition.

M. Anderson montre comment les difficultés que soulève le paiement des réparations et des dettes interalliées se rattachent à des conceptions antiéconomiques auxquelles les physiocrates du XVIII^e siècle, Turgot, Adam Smith, Jean-Baptiste Say, ont infligé une réfutation définitive.

J'ai cité, dans des communications précédentes, faites à la Société de Statistique, la *loi des débouchés* de Jean-Baptiste Say : les produits s'échangent contre des produits; sans produits équivalents, il n'y a pas de débouchés. On peut admettre comme règle, *pour tous les objets répondant à des désirs courants, que ce n'est pas le désir d'acheter qui fait défaut, mais le pouvoir d'achat*, et l'insuffisance du pouvoir d'achat provient de l'insuffisance des productions.

M. Benjamin Anderson, complétant la démonstration de Jean-Baptiste Say, dit :

Aux États-Unis, l'abondance des produits ne provoque pas la satiété. Leurs habitants ne sont pas effrayés de l'augmentation de la production : la production n'y a pas dépassé la consommation. Nos 100 millions de compatriotes consomment plus que les 400 millions de Chinois, avec leur faible capacité de production, ne consomment.

Nous consommons plus parce que nous produisons plus, insiste M. Benjamin Anderson. L'augmentation de la quantité d'un produit engage les consommateurs de ce produit à offrir plus aux producteurs d'autres produits. Le blé vient dans le marché comme blé, mais aussi comme facteur de demande d'autres produits; ce sac de blé est payé directement ou indirectement en instruments, en machines, en animaux, en toilettes, en bijoux, en valeurs mobilières ou immobilières, etc..., et il en est de même pour toutes les marchandises. Chacune est une offre, mais aussi une demande d'autres choses.

Aucun Américain ne contestera ces faits. Il s'en réjouira même, mais beaucoup y ajouteront cette restriction :

— Ce développement de la consommation et de la production est dû à notre propre production. C'est parfait. Mais si la production est étrangère, il n'en est plus de même. Les tarifs sont établis pour nous en préserver. La production intérieure est un bien, la production étrangère est un mal.

Un indiscret leur demande :

— Vous êtes créanciers de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Russie. Voulez-vous qu'ils vous paient?

(1) Vol. V, n^o 3, 24 août 1925.

- Sans doute.
- Comment ?
- En ne faisant pas concurrence à notre production.
- C'est le protectionnisme; mais voici la question qui se pose : Une nation créancière peut-elle, sans ruiner ses industries, recevoir librement toutes sortes de marchandises qui lui arrivent en paiement ?
- Non, répondent à peu près tous les hommes d'État et les producteurs de tout genre et les majorités de tous les corps politiques, et ils aboutissent à une contradiction flagrante.

III — CONTRADICTION FLAGRANTE

Français, nous sommes créanciers de l'Allemagne. Comment pourra-t-elle nous payer ?

Nous sommes débiteurs de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Comment pourrions-nous les payer ?

La question se pose pour la France, la Belgique, l'Italie, etc., comme elle se pose pour l'Allemagne.

Il n'y a que quatre moyens de paiement : des marchandises, des valeurs, des prêts des créanciers eux-mêmes et un appoint d'or.

L'appoint d'or, d'ici longtemps, sera relativement insignifiant. Les publicistes qui affirment que l'Espagne au xvi^e siècle (1) a été ruinée par l'or et l'argent qu'elle a reçus peuvent se rassurer. Aucune nation de l'Europe ne court ce danger.

Les prêts des créanciers ne diminuent pas la dette. Ce mode de paiement est donc mauvais. Pour envoyer des valeurs, il faut en avoir de disponibles qui conviennent aux financiers des pays créanciers; quant aux marchandises, elles doivent être adaptées aux goûts de ces pays, et elles ne peuvent produire d'effet utile que si ces pays les laissent entrer chez eux sans en détruire la valeur.

En Angleterre, en France, aux États-Unis, nous voulons que l'Allemagne paie, mais nous ne voulons pas recevoir ses exportations. Les États-Unis veulent être remboursés, mais ils ont mis et ils mettent tous les jours des tarifs tels sur les produits étrangers, que les importations ne suffisent plus pour compenser les exportations.

La contradiction est flagrante : *des créanciers veulent être payés, mais refusent de recevoir les moyens de paiement de leurs débiteurs.*

Comme motif, ils allèguent que l'opération des réparations en nature serait la ruine des pays qui y consentiraient.

La question se retourne : les experts ne s'inquiètent plus de savoir *ce que l'Allemagne est capable de payer. Toute leur angoisse se porte sur ce que les créanciers sont capables de recevoir.*

Et certains sont prêts à repousser la part que le plan Dawes assure à la France. Loin de demander à l'Allemagne d'exécuter ses engagements, ils sont prêts à considérer que son refus serait une délivrance.

Mais un fait indiscutable, qui s'est produit complètement de 1862 à 1917,

(1) *L'Europe nouvelle*, 1^{er} août 1925.

dans des proportions énormes, prouve que cette terreur n'est pas justifiée, et que, loin que l'abondance de l'introduction de produits étrangers résultant d'obligations antérieures soit un danger de ruine, elle est une garantie d'augmentation de prospérité.

IV — LA PORTE OUVERTE AUX DÉBITEURS

Ce fait? Il est connu de tout le monde, mais la grande majorité des hommes refuse de le constater et d'en tenir compte. Il est leur cauchemar, car il démolit tous les arguments à l'aide desquels ils essayent de justifier leurs prohibitions et leurs interdictions.

Une nation a prêté des capitaux à toutes les autres et, ayant ainsi contribué à fonder et à augmenter leurs industries, à commanditer leur commerce et leurs banques, a ouvert librement ses frontières à tous leurs produits.

Elle livrait ses capitaux aux emprunts qui étaient sollicités d'elle; mais les revenus de ces capitaux revenaient tous les ans pourvoir à ses consommations les plus variées, sous la forme de produits de toutes sortes. Elle n'avait pas besoin de les payer puisqu'ils représentaient les revenus ou les remboursements des capitaux qu'elle avait prêtés. Elle jouait le rôle permanent du prêteur qui donne une fois et qui reçoit toujours. En fait, ces produits étaient gratuits.

— Quel était ce pays?

— La Grande-Bretagne. En 1863, le libre échange était complet pour la Grande-Bretagne. Elle n'avait plus que quelques droits fiscaux et quelques droits d'accise intérieurs. En 1897, ils étaient réduits à 9. Et ils sont restés à peu près tels jusqu'en 1917, époque où le ministre libéral Mac Kenna eut la malencontreuse idée d'établir ses timides tarifs sur les films, les montres et les automobiles.

L'ouverture de ses frontières a-t-elle ruiné la Grande-Bretagne pendant cette période?

M. Benjamin Anderson reprend la vieille et utile démonstration, toujours actuelle, faite par les *Free Traders*, sur les avantages résultant pour l'Angleterre de sa politique de porte ouverte :

Les marchandises venant en Angleterre augmentèrent la consommation de ses habitants. Elles vinrent des États-Unis où les salaires étaient plus élevés que les siens, elles vinrent de France, d'Allemagne, où les salaires étaient plus bas. Elles vinrent de Russie, de l'Inde, de la Chine, où les salaires étaient misérables comparés aux siens. Elles vinrent de pays comme les États-Unis et l'Allemagne, pays ayant de forts capitaux, de pays agricoles économes comme la France et le Danemark. Elles vinrent de pays pauvres comme l'Inde et la Chine. Toutes ces marchandises furent les bienvenues. Elles servaient à enrichir le peuple britannique.

Et M. Benjamin Anderson demande :

Pourquoi serions-nous effrayés d'une production énorme et d'une augmentation d'importations venant de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie?

M. Benjamin Anderson rappelle qu'en Angleterre, la balance du commerce de pays à pays était devenue un mythe.

Elle avait rejeté l'ancien régime bullionniste en constatant qu'il était souvent d'une bonne politique de laisser l'or à la nation A, si elle voulait le dépenser chez elle; B, parce qu'alors

la contrée B serait plus capable d'acheter des marchandises anglaises; et l'or, avec une augmentation, pourrait revenir en Angleterre.

L'attention ne fut donnée qu'à « la balance générale du commerce de tous les pays ».

L'Angleterre prêta des capitaux au dehors, augmenta ses services de transport, devint le banquier international employant les profits de sa banque à financer le commerce et l'industrie des autres nations; ses compagnies d'assurances étendirent leurs affaires sur le monde entier, ses émigrants envoyèrent des fonds à leurs familles restées au pays. Il résulta de cette expansion une balance défavorable et une augmentation de sa richesse.

Loin de perdre de l'or, elle en gagna. Les taux d'intérêt en Angleterre furent moindres que dans la plupart des autres pays. Elle eut l'or en abondance en même temps que des marchandises de toutes sortes, quoiqu'elle eût la sagesse de ne jamais l'accumuler paresseusement et inutilement au delà des besoins qu'elle pouvait en avoir. Nation créancière avec une balance défavorable, elle se trouvait dans une position très confortable.

En 1913, les pays qui avaient des balances favorables étaient les États-Unis, le Brésil, l'Inde britannique, la Russie, Haïti, le Guatemala, parce qu'ils avaient des dettes, spécialement en Angleterre et en France.

L'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, la Hollande, la Suisse, avaient des balances défavorables parce qu'ils étaient des pays créanciers.

Quand des marchandises entrent dans un pays sans nécessiter un paiement parce qu'elles sont destinées à faire le service de dettes, elles ne diminuent pas la demande des marchandises nationales : elles augmentent son pouvoir d'achat.

V — DIVERS USAGES DES PAIEMENTS ET CONSÉQUENCES

Les étrangers étaient devenus volontairement débiteurs de la Grande-Bretagne dans le but d'employer, à des objets utiles, les capitaux obtenus. Ces dettes avaient eu pour eux des résultats excellents, et, pour la Grande-Bretagne, c'étaient des créances.

Les conséquences qui en sont résultées pour la Grande-Bretagne sont identiques à celles qui peuvent résulter du règlement des dettes des pays interalliés à la Grande-Bretagne et aux États-Unis et des réparations de l'Allemagne aux diverses nations qui y ont droit.

M. B. Anderson donne l'exemple suivant :

Si les marchandises françaises viennent aux États-Unis et sont vendues contre dollars, et si ces dollars sont remis par le Gouvernement français en paiement de l'intérêt et du principal de sa dette, le Gouvernement américain peut en faire un des usages suivants :

- 1° Réduction des impôts permettant aux individus de faire plus d'achats;
- 2° Remboursements d'emprunts mettant sur le marché de nouveaux capitaux à placer ou à dépenser;
- 3° Augmentation des dépenses de l'État.

Dans aucun de ces cas, la demande intérieure pour les produits nationaux n'est diminuée par l'importation des marchandises en paiement d'une dette.

VI — NÉCESSITÉ D'UNE BALANCE DÉFAVORABLE DU COMMERCE AUX ÉTATS-UNIS

M. B. Anderson examine la question relativement aux États-Unis.

Il montre que les ouvriers ont tort de croire que les hauts salaires résultent du tarif (1), alors qu'ils résultent des bonnes qualités de travail, de l'abondance du capital et de la grandeur des débouchés.

Les plus formidables concurrents aux États-Unis ne sont pas des Européens qui offrent

(1) Yves Guyot, *A. B. C. du libre échange*. Les arguments de M. W. Taussig.

des marchandises meilleur marché, mais plutôt d'autres industries en Amérique qui offrent et peuvent payer de plus hauts salaires.

La classe des industries qui, aux États-Unis, dépendait du tarif, est importante, mais très restreinte.

Le prix de revient des autres industries est augmenté par le tarif; leur débouché est restreint par l'impossibilité de leurs clients possibles d'envoyer des marchandises aux États-Unis. Les agriculteurs souffrent de ces deux motifs. Est-ce que l'automobile Ford tire quelque avantage du tarif? Est-ce que le bon marché de ses cars vient des bas salaires? Il provient de ce qu'il a su réduire le coût du travail dans sa fabrication.

M. Atkinson avait prouvé, d'après le census de 1900, que, sur 29.674.000 personnes engagées dans des occupations ayant le gain pour objet, il n'y en avait pas plus de 600.000, ou 2 %, ayant intérêt à la protection. M. B. Anderson fait un calcul analogue.

Le tarif sur le fer et l'acier était :

	Fonte	Ralls d'acier
	(par tonne)	(par tonne)
1870	7 doll.	28 doll.
1918	Supprimé	Supprimé
1922	0,75 doll.	2,20 doll.

L'industrie sidérurgique n'a pas périclité aux États-Unis pendant la période d'entrée libre, et ce n'est pas le rétablissement d'un tarif à ce taux qui peut en assurer la prospérité.

En un mot, dit M. B. Anderson, le tarif constitue le subside que le pays paie à certaines industries pour leur permettre d'enlever du travail et du capital à d'autres industries qui emploieraient ce travail et ce capital, même s'il n'y avait pas de tarif.

Les droits établis sur les produits agricoles des États-Unis n'en augmentent pas la production. L'agriculture n'en a pas besoin. Elle doit exporter.

La demande par l'Europe des produits agricoles des États-Unis ne peut être efficace que si elle peut y envoyer un chiffre de plus en plus grand d'importations.

La population des États-Unis reçoit une bonne alimentation. Cependant elle peut augmenter la substitution de la consommation du froment à celle du maïs, etc...

Le désir, étant subjectif, est illimité; la consommation des objets manufacturés n'a qu'une limite, celle du pouvoir d'achat.

Le développement de la Radio-Industry, de l'industrie automobile, n'a pas entraîné une diminution proportionnelle de la demande pour d'autres industries.

Une augmentation importante d'objets manufacturés venus du dehors, dans un pays où l'industrie grandit rapidement et a des ressources flexibles, ne pourrait que multiplier et étendre les besoins, donc y provoquer une augmentation de productions variées.

Aux États-Unis, dit M. Anderson, nous pouvons être prêts à prendre tout ce surplus des marchandises que nos débiteurs ont besoin de nous envoyer. Le problème réel est leur habileté à produire un surplus et notre bonne volonté de le recevoir.

Cette bonne volonté doit se traduire par l'ouverture plus ou moins complète des frontières des États-Unis à leurs produits.

(A suivre.)

YVES-GUYOT.